



CELLULE D'ANALYSE DE POLITIQUES
ECONOMIQUES DU CIRES

LA RELANCE POST CRISE EN COTE D'IVOIRE A-T-ELLE NECESSAIREMENT BESOIN D'UN SURCROIT D'ASSISTANCE EXTERIEURE ?: UNE ANALYSE PAR LES EFFETS DE SEUILS

M. YOHOU Djédjé Hermann & KAMAGATE Tidiane

Chercheurs Associés - CAPEC

BUPED N°09/2012

Ce numéro de BUPED est tiré de Politique Economique et Développement N°09/2012 de la CAPEC.

Résumé

La Côte d'Ivoire est engagée dans un processus de reconstruction post conflit dans lequel l'aide extérieure devrait jouer un rôle crucial. La relance post crise va-t-elle nécessiter un surcroît d'assistance extérieure ? Comme le rôle de l'aide dans la littérature théorique et empirique est controversée et que son efficacité dépend de la qualité des politiques menées dans le pays récipiendaire, nous avons analysé le cas de la Côte d'Ivoire en utilisant le modèle à effets de seuils de Hansen (1996, 2000). Nous avons calculé les scores DEA pour évaluer la qualité sociale des politiques macroéconomiques. Nos résultats indiquent que l'aide a été nocive au PIB réel par tête sur la période 1975-2008. Cet effet défavorable s'aggrave lorsque l'aide excède un certain niveau. En outre, il existe un certain niveau d'efficacité des politiques économiques qui atténue cet effet négatif.

Mots clés : Relance, aide extérieure, efficacité des politiques macroéconomiques, effets de seuils, Côte d'Ivoire.

JEL classification: F35, C6, O4, C2, O55.

Abstract

Cote d'Ivoire is engaged in post conflict rebuilding and recovery process in which foreign aid should play a critical role. Does it need a scaling up aid amount? As existing theoretical and empirical studies provide ambiguous results on the growth effect of foreign aid flows in the recipient countries and that it is conditional to quality of policies, this paper aims at examining the particular case of that Cote d'Ivoire. We use Hansen (1996, 2000) threshold regression methodology to estimate the aid-real per capita Gross Domestic Product link over the period 1975-2008. Before addressing threshold specifications, we calculated DEA scores in order to assess the social quality of macroeconomic policies. Our results indicate that aid has been detrimental to GDP per capita over the 1975-2008 period. Above a certain level of aid, this impact worsens and there is a threshold level of efficiency of economic policies beyond which this adverse impact of aid decreases.

Keywords: Recovery, aid, macroeconomic policies efficiency, recovery, threshold regression, Cote d'Ivoire.

JEL classification: F35, C6, O4, C2, O55.

.

Introduction

Le recours à l'aide extérieure peut s'avérer indispensable pour relancer la croissance dans un pays qui sort d'un conflit armé comme la Côte d'Ivoire. Durant cette dernière décennie, les troubles militaro-politiques dans ce pays ont sérieusement entravé ses performances socio-économiques. En septembre 2002, la guerre qui a éclaté a consacré la partition du pays en deux. L'élection présidentielle de novembre 2010 qui devrait consacrer le retour définitif de la paix suite à l'Accord Politique de Ouagadougou en mars 2007 a malheureusement connu un dénouement calamiteux renforçant les clivages politiques, communautaires engendrant une guerre civile. Il en est résulté un énorme coût humain. L'on estime, par exemple, à plus de trois mille le nombre de disparus et de plusieurs centaines de milliers de déplacés. En outre, le malaise social déjà élevé s'est considérablement aggravé. En 2011, le taux de pauvreté est évalué à 61.5% environ contre 48.9% en 2008, soit une

progression d'environ 25.8% en l'espace de trois ans (RCI, 2009 ; UNDP, 2011).

Par ailleurs, cette crise a notablement altéré la dynamique du pays vers le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE au terme duquel le pays devrait bénéficier d'un allègement substantiel de sa dette extérieure de l'ordre de 6500 milliards de FCFA. Ce n'est que le 26 juin 2012, soit quinze ans après le démarrage de l'élaboration de son premier document de stratégie de réduction de la pauvreté, que le pays a atteint ce point d'achèvement. Après l'atteinte du point de décision en mars 2009, le pays avait été cependant admis à la FRPC et s'est vu allouer un montant de plus de 567.7millions de dollars US pour la période 2009-2011.

Actuellement, le pays est engagé dans un processus de réconciliation et de reconstruction nationale. Il est clair que face à l'ampleur des besoins actuels, la restauration d'une paix durable passe nécessairement par une accélération active de la politique de réduction de la

pauvreté et implique un concours important de l'assistance internationale. Les nouvelles autorités en ont d'ailleurs fait un instrument privilégié du financement de la croissance. L'accroissement de cette dernière devrait favoriser un plus ample redéploiement des dépenses publiques vers les secteurs sociaux en vue d'induire une relance économique véritablement pro pauvre.

Toutefois, la relance par l'aide n'est pas une panacée. En effet, la relation aide-croissance dans la littérature économique reste ambiguë. De nombreux auteurs (dont Hadjimichael et al. (1995), Lensink et White (2001), Dalgaard et Hansen (2001), and Clemens et al. (2004)) montrent que même si elle exerce un impact positif sur la croissance, ses rendements sont décroissants. Cet effet favorable dépend d'un certain nombre de conditions dont notamment la qualité de l'environnement institutionnel et des politiques (Burnside et Dollar, 2000). En particulier, Kalyvitis et al (2011) ainsi que Alvi et al (2008), ont adopté respectivement une approche non

paramétrique et d'effets de seuils à la Hansen (2000) et Caner-Hansen (2004) pour examiner la question. Leurs résultats prouvent que l'efficacité de l'aide se manifeste à partir d'un certain niveau de l'aide et selon la qualité et les institutions qui prédominent dans le pays bénéficiaire.

En s'appuyant sur le cadre d'analyse de Collier et Dollar (2002), Collier et Hoeffler (2002) ont, quant à eux, analysé le cas spécifique des pays en situation de post conflit. D'une part, ils confirment que l'effet de l'aide dépend de la qualité de la politique mesurée par les scores CPIA¹ de la Banque Mondiale. D'autre part, ils soulignent que l'allocation de l'assistance extérieure fondée sur l'objectif de réduction de la pauvreté comme critère clé contribue au processus de rétablissement de la paix dans la mesure où par ses effets directs sur la croissance et la pauvreté, elle atténue les risques d'une reprise du conflit.

¹ Country Policy and Institutional Assessment. Cet indicateur regroupe un ensemble d'indicateurs aussi bien institutionnels qu'économiques qui visent à évaluer la qualité des institutions et des politiques grâce à des scores compris entre 1 et 6 donnés par les experts de la Banque Mondiale. Une note plus élevée (6) indiquant une bonne politique.

En dépit de ce large consensus sur le rôle prépondérant de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance à influencer sur l'efficacité de l'aide extérieure, d'autres auteurs montrent cependant que les conclusions des études sur la productivité conditionnelle doivent être prises avec beaucoup de précaution. En effet, d'après les défenseurs de la théorie du « Big Push » dont notamment Jeffrey Sachs (2003), les institutions n'expliquent pas tout. Les pays en développement se situent en général dans une trappe de pauvreté de telle sorte que tous leurs efforts pour en sortir sont annihilés en l'absence d'un niveau substantiel de l'aide extérieure. En conséquence, une allocation suffisante de l'aide s'avère nécessaire pour impulser une croissance vigoureuse dans ces pays. Dans ce même ordre d'idées, l'ONU dans son rapport de 2009 appelle à une offre plus rapide et plus forte de l'aide (hors allègement) de la dette afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

D'autres critiques portent surtout sur la pertinence des indicateurs de bonne gouvernance utilisés par les bailleurs de fonds et dans les travaux empiriques à décrire un processus de développement qui incorpore les spécificités de chaque économie. En critiquant, les critères de sélectivité de l'IDA basés essentiellement sur les scores CPIA, Kanbur (2005) souligne qu'il y a lieu de relier l'allocation de l'aide aux résultats finals de développement que de s'attarder sur des variables intermédiaires qui décrivent difficilement la productivité de l'aide.

Si nous partageons cette idée, il importe néanmoins de souligner que cela ne devrait pas masquer l'impact défavorable des carences de gouvernance à réaliser et à accélérer de bonnes performances. Sous l'hypothèse que la qualité des institutions et l'action gouvernementale sont substituables (Hall et Jones, 1999), une meilleure manière d'analyser cette question pour la Côte d'Ivoire serait de lier la politique macroéconomique aux indicateurs des OMD.

Il procède de ce qui précède que la relance post crise en Côte d'Ivoire appelle à la fois à une action vigoureuse de la communauté internationale et des autorités nationales afin de garantir une efficacité accrue de l'aide extérieure. Pour les seconds, la tâche consistera à conduire des réformes institutionnelles viables et des politiques macroéconomiques appropriées en lien avec les nouveaux problèmes et les nouvelles priorités qu'a engendrés la guerre. A cet effet, l'un des plus grands défis sera de concilier l'usage actif de l'instrument budgétaire induit par une croissance possible de l'aide aux fins des impératifs sociaux avec les règles contraignantes du Pacte de Stabilité, de Convergence et de Croissance (PSC) de l'UEMOA². Ce dernier prône à la fois une limitation des déficits budgétaire et extérieur ainsi que de l'inflation. Ainsi, l'usage de l'assistance extérieure bien

qu'impératif pour booster la reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire renvoie à un certain nombre d'interrogations. La relance post-crise a-t-elle nécessairement besoin d'un surcroît d'aide publique extérieure ? Sous quelles conditions cette aide contribuera-t-elle à une relance économique durable effective? Quel est le niveau d'efficience des politiques économiques qui assure une efficacité accrue de l'assistance extérieure dans une optique de croissance durable? L'impact de l'aide extérieure sur la croissance économique ivoirienne est-elle sujette à des effets de seuils ?

L'objectif principal de cette étude est donc d'examiner l'efficacité conditionnelle de l'aide extérieure en lien avec une meilleure gouvernance des priorités sociales comme celles qu'impose le cadre de la relance post-crise en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, nous construisons d'une part les scores d'efficience pour les services sociaux en lien avec les priorités qu'exige la relance post-conflit en Côte d'Ivoire, comme indicateurs de la qualité des politiques économiques. D'autre part, nous

² Le PSC se compose de huit critères structurés en critères clés et de second rang. Critères clés : Solde budgétaire de base sur PIB nominal (en %) ≥ 0 , taux d'inflation annuel ≤ 3 ; encours de la Dette publique/PIB nominal ≤ 70 ; Variation des arriérés de paiements = accumulation zéro (0). Critères de second rang : masse salariale/ recettes fiscales $\leq 35\%$; dépenses en capital sur financement interne / recettes fiscales Supérieur ≥ 20 ; Déficit extérieur courant hors dons/PIB Inférieur $\leq 5\%$; taux de pression fiscale $\geq 17\%$.

analysons la capacité de l'aide extérieure à induire la croissance en référence avec la condition de bonne gouvernance mesurée par l'indicateur précédent et de tester la présence d'effets de seuil dans cette relation. Nous déterminons également les niveaux optimaux respectifs d'efficience et d'aide extérieure qui assurent un effet favorable des concours extérieurs sur la production réelle par tête avant d'analyser les coûts économiques associés à l'insuffisance ou non de la bonne gouvernance et/ou de l'aide extérieure.

Dans le présent papier, nous avons calculé les scores DEA pour évaluer la qualité sociale des politiques macroéconomiques. Il en ressort que les politiques économiques de la Côte d'Ivoire n'ont pas été performantes. La moyenne des performances se situe sur la période 1975-2008 autour de 74,76% indiquant une improductivité moyenne annuelle de 25,24%. L'examen de l'efficacité de l'aide sur le PIB réel par tête en utilisant l'approche d'effets de seuils de Hansen (1996 et 2000) révèle que cette efficacité

est non linéaire et liée à la qualité des politiques macroéconomiques et au niveau de l'aide. En effet, les résultats des régressions montrent que l'aide a été potentiellement nocive au PIB réel par tête sur la période d'étude et que cet effet s'aggrave lorsque l'aide excède un certain niveau et qu'il existe un certain niveau de l'efficience des politiques économique au-delà duquel cet effet négatif s'atténue. Ce qui milite en faveur d'un recours prudentiel aux ressources extérieures et à l'approfondissement des réformes de bonne gouvernance dans le cadre de la relance post crise.

Le reste du document s'organise comme suit. Les deux sections suivantes présentent successivement la situation de la gouvernance et de l'aide en Côte d'Ivoire. Les deux dernières exposent les techniques d'estimation, les résultats attendus ainsi que les implications de politique économique.

1. Notion et situation de la bonne gouvernance en Côte d'Ivoire

La bonne gouvernance constitue indéniablement un facteur clé du développement d'un pays et de son aptitude à utiliser l'aide extérieure efficacement (OCDE, 2008). Une meilleure gouvernance peut induire des progrès rapides en ce sens qu'elle assure l'efficacité des principaux leviers de la croissance et de l'amélioration du bien-être, à savoir les dépenses publiques sociales et d'infrastructures. Cependant, la notion de bonne gouvernance revêt plusieurs caractères et la définition varie parfois d'une institution à une autre.

1.1. Notion de la bonne gouvernance

D'une manière générale, la gouvernance décrit un processus et non une fin, celui par lequel le pouvoir est exercé. Sa définition est étroitement liée à l'activité et aux objectifs de chaque institution. Selon le PNUD la bonne gouvernance se caractérise principalement par la légitimité et la responsabilité politiques, la liberté d'association et la participation, l'existence

d'un système judiciaire fiable, la responsabilisation des bureaucraties, la liberté d'information et d'expression, la gestion efficace et efficiente du secteur public et une coopération avec les organisations de la société (UNDP, 1997). En d'autres termes, la bonne gouvernance assure que les priorités politiques, économiques et sociales soient fondées sur un large consensus et que la voix des pauvres et des plus vulnérables puissent compter dans la prise de décision relative à l'allocation des ressources de développement. Dans un sens plus large, la commission des droits de l'homme de l'ONU dans sa résolution 2000/64 lie la bonne gouvernance à un environnement capable de conduire à la jouissance des droits humains (droit effectif à la santé, un habitat convenable, une alimentation suffisante, une éducation de qualité, une justice fiable et la sécurité personnelle) et de promouvoir la croissance et un développement humain soutenable (Abdellatif, 2003).

Ainsi, l'évaluation de la bonne gouvernance se fait à travers plusieurs critères.

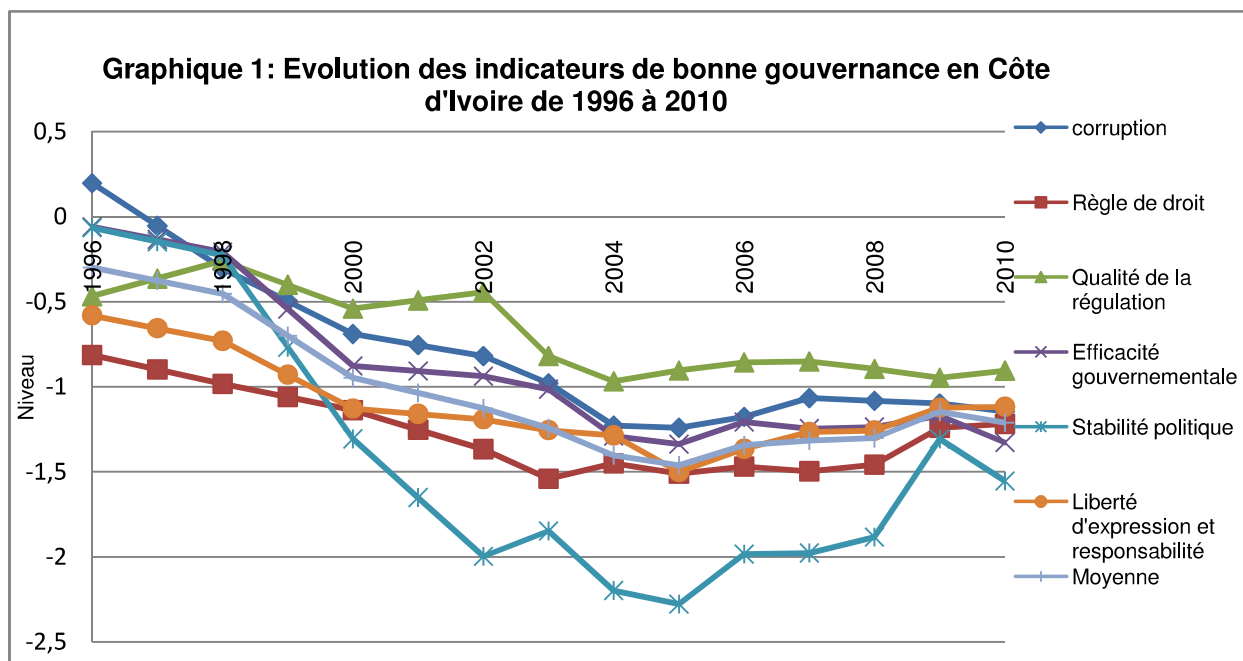
Certaines institutions comme la Banque Mondiale ont essayé de faire face à cette pluralité en proposant l'agrégation d'un certain nombre d'indicateurs provenant de plusieurs instituts, *think tanks* et organisations aussi bien gouvernementales, non gouvernementales qu'internationales. C'est le cas des six dimensions de bonne gouvernance construites par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010) et des scores CPIA attribués par ses experts nationaux. Les premiers indicateurs varient de -2,5 à 2,5 avec des notes plus élevées révélant une meilleure gouvernance. Quant aux seconds, ils rassemblent un ensemble de paramètres aussi bien institutionnels qu'économiques notés de 1 (mauvaise gouvernance) à 6 (bonne gouvernance). Pour un certain nombre d'auteurs, ces derniers indicateurs manquent de transparence et leur évaluation ne peut se dissocier objectivement des performances actuelles du pays considéré (Mosley et al, 2004). Tout compte fait, la bonne gouvernance devrait conduire à une meilleure articulation des politiques publiques pour produire de bonnes performances, donc une efficience accrue.

En nous fondant sur les indicateurs Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010), nous présentons la situation de la qualité de la gouvernance en Côte d'Ivoire.

1.2. Situation de la bonne gouvernance en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire traverse depuis la fin de la décennie 1990, des troubles politico-sécuritaires graves combinés à un taux de pauvreté élevé. Selon le PNUD, ce dernier se situe à 63% en 2011 contre 48,9% en 2008 (UNDP, 2011). Cette situation très peu reluisante est le reflet d'une mauvaise gouvernance. L'observation de l'évolution des différentes composantes de gouvernance (corruption, règle de droit, qualité de la régulation, efficacité gouvernementale, stabilité politique et absence de violence, liberté d'expression et responsabilité) montre que la qualité de cette dernière se situe à un niveau très alarmant. Le niveau moyen a baissé de manière continue entre 1996 et 2005 passant d'un score de -0,3 à -1,5 environ, soit un taux de dégradation annuel de 40% environ³.

³ Le niveau moyen correspond à la moyenne des scores des indicateurs de Kaufman, Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010)



Source : auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Toutefois, la qualité de la régulation enregistre une évolution erratique sur cette période. Elle connaît une croissance positive entre 1996 et 1998 passant de -0,46 à -0,26 laissant penser que le début du processus d'élaboration du document de stratégie de réduction de la pauvreté avec le concours du PNUD aurait eu des effets bénéfiques sur la qualité de la régulation. Ensuite, elle décroît jusqu'en 2000 avant d'amorcer une légère hausse de 2000 à 2002. Cette dernière période correspond aux premières années de mise en œuvre du Pacte de Convergence, de Stabilité et de Croissance adopté en 1999. La baisse notée les deux années suivantes peut s'expliquer par un

relâchement dans la rigueur de la gestion budgétaire suite à la crise militaro-politique de 2002. Contrairement à cette évolution irrégulière, l'efficacité gouvernementale a connu une tendance baissière continue comme le contrôle de la corruption, la responsabilité et la liberté d'expression ainsi que la stabilité politique et l'absence de violence. La qualité de cette dernière a marqué la plus grande chute en passant de -0,07 à -2 et -2,28 respectivement en 2002 et 2005 quoiqu'il y ait eu une légère hausse entre 2002 et 2003 où l'on relève un score de -1,85. Ces chiffres étayent bien la dégradation de l'environnement politique et sécuritaire comme nous l'avons souligné précédemment. Sur la

période 2005-2010, tous les indicateurs affichent une relative amélioration entre 2005 et 2008 avant de se dégrader. De 2005 à 2008, le pays a connu une relative accalmie en lien avec les efforts de recherche de la paix notamment dans le cadre de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) intervenu en mars 2007 et l'accélération des réformes de bonne gestion dans le processus de la relance du dialogue avec les bailleurs de fonds internationaux au titre notamment de l'Initiative PPTE et de la FRPC. La chute de 2009 à 2010 est une conséquence de la crise post électorale.

Un rapprochement avec les autres pays de l'UEMOA montre qu'en dehors de l'instabilité politique, l'état de la gouvernance présente la même tendance baissière dans la sous-région. En effet, la corruption y a moyennement connu une progression de plus de 45% entre 1996 et 2007 tandis que l'efficacité gouvernementale s'est amenuisée d'environ 37,5% sur la même période (Kaufmann, Kraay and Mastruzzi, 2010). En outre, la Côte d'Ivoire occupe l'un des

plus mauvais rangs dans le classement *Doing Business* de 2011 sur la conduite des affaires, 169^{ème} sur 183 pays bien que le pays ait facilité l'octroi de permis de construire en éliminant la nécessité d'obtenir une approbation préliminaire (IFC, 2011).

En résumé, l'état de la gouvernance en Côte d'Ivoire n'est pas du tout enviable. Ce qui peut entraver l'efficacité de l'aide au développement.

2. Bonne gouvernance et efficacité de l'aide publique au développement en Côte d'Ivoire: un aperçu graphique

Dans cette section, nous présentons le niveau de dépendance de la Côte d'Ivoire à l'égard de l'aide extérieure en le reliant à certains de ses agrégats macroéconomiques avant d'analyser les implications d'une mauvaise gouvernance sur l'efficacité de l'aide.

2.1. Importance de l'aide publique au développement en Côte d'Ivoire

L'objectif premier de l'aide publique au développement est d'améliorer le bien-être dans le pays récipiendaire. Cependant, la

trop forte dépendance à l'égard de l'assistance extérieure peut avoir des effets négatifs sur la croissance et compromettre les objectifs de développement humain. Le tableau 1 ci-dessous présente l'évolution des ratios de l'aide extérieure par rapport au PIB, à l'investissement total et les recettes budgétaires globales de la Côte d'Ivoire sur la période 1975-2008. Il ressort du tableau que tous les trois ratios présentent un pic sur la période 1990-1994. Toutefois, l'évolution du ratio aide/PIB connaît cependant une évolution erratique contrairement aux deux autres ratios dont les trajectoires sont concaves. La part de l'aide dans le PIB est passée de 1,98% en moyenne sur la période 1975-1979 à 9,04% sur la première moitié de la décennie 1990 après successivement une légère décroissance à 1,88% et une

hausse à 2,83% respectivement sur les périodes 1980-1984 et 1985-1989. Les variations au cours des trois dernières périodes sont fortes. De 6,78% entre 1995 et 1999, l'on est passé à 17,31% (2000-2004) puis à 1,38% (2005-2008) correspondant ainsi à une variation de 123,66% par an. La faiblesse du taux sur la période avant celle de 1990-1994 peut s'expliquer d'une part par la forte croissance économique de la période 1975-1979 grâce à l'embellie des cours des principaux produits d'exportation (café, cacao, bois) et d'autre part par le recours prudentiel à l'emprunt extérieur dans le cadre des réformes de stabilisation macroéconomique. En revanche, la forte volatilité de la période d'après 1990-1994 est due principalement à l'instabilité politico-militaire.

Tableau 1 : Importance de l'aide publique au développement en % de certains agrégats en Côte d'Ivoire

Ratios Périodes	Aide/PIB	Aide/Investissement	Aide/Recettes budgétaires
1975-1979	1,98	7,85	4,08
1980-1984	1,88	9,79	5,36
1985-1989	2,83	25,26	10,39
1990-1994	9,04	96,95	44,60
1995-1999	6,78	49,30	34,02
2000-2004	17,31	33,44	19,38
2005-2008	1,38	14,32	7,07
Moyenne	5,89	33,84	17,84

Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale (2011)

Au niveau des recettes totales de l'Etat et de l'investissement, le tableau indique non seulement que le pays a mobilisé plus de ressources internes qu'il n'en ait demandées à l'extérieur et mais aussi qu'il s'est suffisamment investi dans la mise en place des infrastructures malgré les difficultés financières induites par la précarité de la situation sociopolitique. Les niveaux moyens des ratios aide/recettes publiques et aide/investissement se situent en effet 17,84% et à 33,84% respectivement. Enfin, il faut noter que les pics de la période 1990-1994 résultent essentiellement de la dévaluation de 1994 qui a eu pour effet de renchérir la conversion du Dollar en Francs CFA via le

Franc français, les montants étant libellés en dollars.

En somme, il ressort de l'examen du tableau que le niveau de dépendance de la Côte d'Ivoire est resté relativement faible sur la période 1975-2008 comparé à d'autres pays de la sous région. Par exemple, le niveau de l'aide au Niger excède parfois les 10% de son PIB et le niveau des ressources publiques (123,8% en 2000) (Nafiou, 2009). Toutefois, ces chiffres peuvent cacher des dépendances sectorielles. Le cas du financement de la lutte contre le VIH/SIDA en est un exemple où la contribution extérieure se situe à plus de 90%. De plus, la mauvaise

gouvernance peut compromettre l'efficacité des canaux par lesquels l'aide transite pour impacter la croissance et le bien-être même si son niveau est faible.

2.2. Aide, bonne gouvernance et dépenses publiques productives: une dynamique comparative

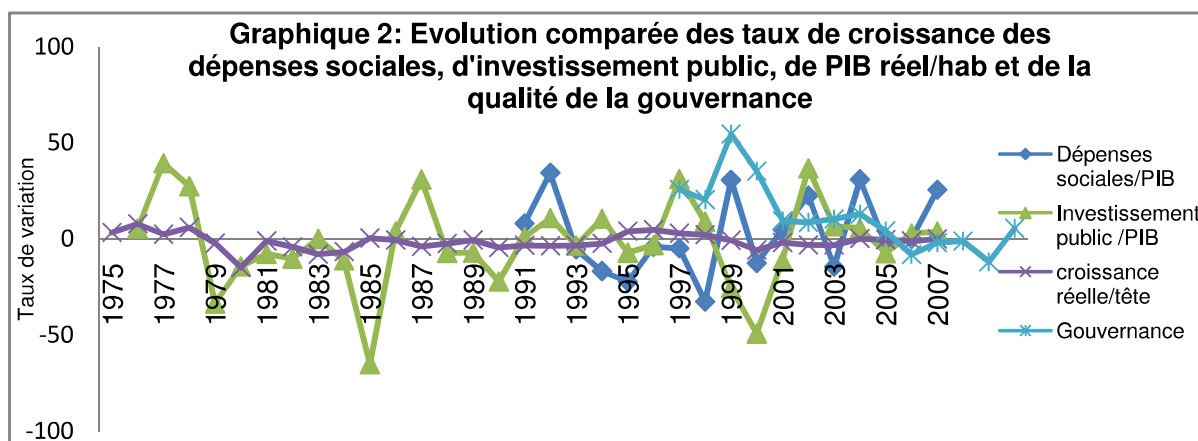
L'un des arguments en faveur d'une augmentation significative de l'aide publique au développement aux pays pauvres est qu'elle se traduit par un supplément de ressources financières qui affecte positivement une expansion et une meilleure composition des dépenses publiques productives dans le pays récipiendaire comme celles en infrastructures et en capital humain, en éducation et santé notamment. Elle crée aussi un espace fiscal favorable à l'investissement en évitant les impôts distortionnaires. Mais ce mécanisme n'est effectif que lorsque la qualité des institutions et des politiques est bonne d'une part et d'autre part, lorsque l'aide est moins volatile.

Les analyses précédentes ont montré que la qualité de la bonne gouvernance en

Côte d'Ivoire n'a pas été du tout reluisante sur la période 1996-2010. Le graphique 2 suivant tente de lier le taux de variation de la qualité de la gouvernance avec ceux des taux d'investissement public et des dépenses publiques sociales (en éducation et en santé) ainsi que le taux de croissance du PIB réel par tête. Il en ressort que les trois premières variables ont connu des variations très prononcées par rapport à celles du PIB réel par tête. L'amélioration de la bonne gouvernance ne s'est pas associée à un redéploiement des dépenses publiques d'investissement entre 1996 et 2008. Les deux variables connaissent même une dynamique quasiment opposée en dehors des périodes 2003-2004 et 2006-2007. En outre, l'existence d'un lien étroit entre investissement public et croissance réelle n'est pas tout aussi évidente à la lecture du graphique. Ce qui dénote d'une faible productivité de l'investissement public. Contrairement à la relation gouvernance-investissement public, une variation positive de la qualité de la gouvernance semble s'associer positivement à une croissance des dépenses publiques en

capital humain quoique les variations de ces dernières restent fortes de 2003 à 2007 par rapport à celles de la gouvernance. Ainsi, on observe une croissance positive de 30,7% des dépenses d'éducation et de santé pour 54,6% de croissance de la qualité de la gouvernance en 1999. Entre 2004 et 2006, les deux courbes baissent tendanciellement avant d'amorcer une

progression. Même si ce n'est pas la même dynamique, les variations de la bonne gouvernance et des dépenses en capital humain semblent s'associer positivement à celles du PIB réel par tête. Ce qui témoigne d'une efficacité de ces dépenses quoique faible, d'une part et d'autre part du rôle de la bonne gouvernance en termes de l'amélioration de la croissance.



Source : Auteurs à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale (2011)

En dehors de la mauvaise gouvernance qui peut limiter l'efficacité des leviers par lesquels transite l'aide, il convient de noter que l'imprévisibilité de l'aide peut être elle aussi source d'inefficacité puisqu'elle ne favorise pas une bonne planification des

dépenses productives à moyen et long termes. Ce problème est évident pour le cas de la Côte d'Ivoire comme nous l'avons montré précédemment bien que le niveau de dépendance soit relativement moins élevé.

Au terme des deux sections précédentes, il semble que les conditions d'une efficacité accrue de l'aide au développement en Côte d'Ivoire ne sont pas toutes réunies notamment en ce qui concerne la qualité de la gouvernance. Somme toute, la question de l'efficacité de l'assistance extérieure reste controversée dans la littérature économique. Yohou et Kamagaté (2012) en ont fait une synthèse. Ils soulignent que les résultats mitigés à travers le temps et les pays ont contribué à alimenter les controverses théoriques qu'empiriques. Néanmoins, trois grands courants de pensée se dégagent et leur principale motivation est de savoir si la corrélation entre l'aide et la croissance est positive ou négative et si elle n'est pas enfin de compte conditionnelle à la bonne gouvernance.

Le cadre d'analyse de notre travail s'inscrit dans la logique d'un pays en reconstruction. La tâche consiste alors à évaluer l'efficacité conditionnelle de l'aide en référence à une meilleure gouvernance des politiques économiques en lien avec les impératifs sociaux comme ceux

qu'impose la reconstruction post crise en Côte d'Ivoire.

3. Approche méthodologique

L'objet de notre travail est de voir si l'effet de l'aide est contingent à la bonne gouvernance et/ou au niveau de l'aide elle-même en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous lions d'abord la bonne gouvernance à la capacité des politiques macroéconomiques à induire une amélioration des objectifs finals de développement avant d'examiner les effets de l'aide sur le PIB réel par tête. La période d'étude est 1975-2008.

3.1. Construction des indices de la qualité des politiques économiques

Pour déterminer les scores de qualité des politiques en Côte d'Ivoire, nous avons opté pour une approche non paramétrique à savoir la méthode du Data Envelopment Analysis (DEA) appliquée notamment par Anayiotos et Toroyan (2009) pour évaluer l'efficience des facteurs institutionnels en termes de développement financier et par Verriest (2009) pour calculer un indice

composite pondéré de bonne gouvernance pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Cette méthode nous permet en effet de mettre en rapport les inputs (les variables clefs du PSC) et les outputs (les OMD) pour rendre compte de l'écart entre le bien-être potentiel permis par des niveaux donnés des variables de politiques monétaire et budgétaire et le niveau de bien-être effectivement atteint avec ces mêmes politiques. La valeur du score d'efficience obtenue pour une année est comprise entre 0 et 1. Si la valeur du score obtenu pour une année i est égale à 1, alors on dit que la politique de cette année i est techniquement efficiente. A l'inverse, la différence entre la valeur unitaire et le score obtenu est le niveau d'input qu'il faut réduire sans modifier l'output pour avoir une politique efficiente.

Les outputs retenus sont le gap de croissance du PIB réel par tête, le taux brute de vie (100-taux de brut de mortalité en pourcentage), le taux de fertilité des femmes, l'espérance de vie des femmes, le ratio des filles/garçons au secondaire, le taux de consommation réel par tête des

ménages, l'indice de scolarisation au secondaire, l'indice de nutrition, l'indice de l'alphabétisation, l'indice de survie des enfants de moins de cinq ans. Les quatre derniers indices proviennent de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI). Les autres indicateurs proviennent de la base de la Banque Mondiale 2011. Les inputs sont de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Il s'agit des critères de premier rang du PSC à savoir le ratio du solde budgétaire primaire hors don/PIB, le taux d'inflation, la variation des arriérés de paiement, le ratio de la dette extérieure/PIB. Ce dernier indicateur a été utilisé comme variable proxy du ratio de la dette totale sur le PIB en raison de l'indisponibilité des données sur la dette publique intérieure. En dehors du taux d'endettement, les autres variables inputs peuvent avoir des valeurs négatives. Comme il est plus commode d'avoir des inputs exprimés en termes positifs, les variables avec des valeurs négatives ont été log-normalisées par $\log(1 + \text{niveau observé de la variable})$.

3.2. La spécification du modèle à effets de seuils

Nous avons suivi presque la même approche que Kalyvitis et al (2011) pour analyser les rendements marginaux de l'aide. L'impact de l'aide sur le PIB réel par tête est différencié selon que la qualité des politiques est forte ou faible et/ou selon que le niveau de l'aide octroyé est suffisamment élevé ou insuffisant. De manière concise, nous avons adopté le modèle à effets de seuils de Hansen (1996 et 2000) pour déterminer les paramètres suivant le niveau critique trouvé. Nous avons utilisé le PIB réel par tête pour minimiser l'effet des facteurs cycliques et de la volatilité de la croissance.

Pour les estimations, nous adoptons une approche par étape qui consiste à inclure progressivement certaines variables afin de tester la robustesse de nos résultats. Le nombre des variables explicatives initiales y comprise la variable d'intérêt est de cinq. Il comprend le ratio aide publique au développement/PIB, l'indice de vulnérabilité économique, le taux

d'ouverture et le service de la dette totale en pourcentage des exportations de biens, services et revenus ainsi qu'une variable qui prend une valeur 1 durant les périodes de stabilité et 0 dans les périodes caractérisées par un coup d'Etat ou la guerre pour mesurer l'effet de la stabilité politique.

Notons que le ratio des flux nets d'aide publique au développement (APD)/PIB constitue notre variable d'intérêt dont on veut analyser les effets de seuils sur la production réelle par tête. Le niveau d'efficience des politiques macroéconomiques calculé précédemment est utilisé comme la variable proxy de la bonne gouvernance et de la qualité des institutions.

Dans la seconde étape des régressions, nous nous alignons sur la littérature standard en incluant deux autres variables explicatives liées à la politique macroéconomique, en l'occurrence le taux d'inflation des prix à la consommation et la position budgétaire hors dons en pourcentage du PIB. A ce niveau, étant donné que l'investissement public

représente un pilier central du programme de la relance et également à la lumière de l'ambiguïté de la relation bonne gouvernance-investissement public-taux de croissance ressortie dans les analyses graphiques antérieures, nous l'avons utilisé comme variable dépendante alternative. Il convient de rappeler qu'une aide accrue est supposée favoriser une meilleure composition des dépenses publiques, notamment en faveur des infrastructures, et par suite la croissance. Pour clore les tests de robustesse, nous avons ajouté le taux d'investissement privé aux variables explicatives pour appréhender si la contribution du secteur privé à la formation du PIB réel par tête varierait selon le niveau de la qualité des politiques macroéconomiques ou celui de l'aide. Le taux d'investissement public et la position budgétaire hors don/PIB proviennent de la BCEAO ainsi que de la variable dummy. Les autres données sont du *World Development Indicators* de la Banque mondiale (2011).

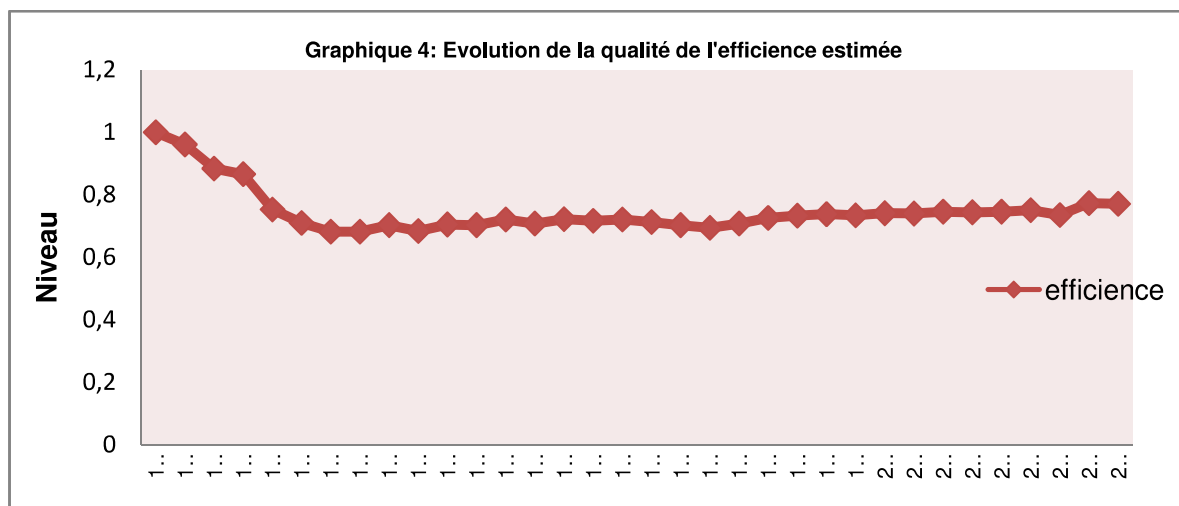
4. Résultats empiriques

4.1. Résultats des estimations des indices d'efficience

Les calculs effectués révèlent que comparé à ses propres performances en moyenne les politiques macroéconomiques en Côte d'Ivoire n'ont pas été performantes. La moyenne des performances se situe autour de 74,76 % indiquant une improductivité annuelle de 25,24 %. Le graphique ci-dessous décrit l'évolution de ces performances. Il en découle trois grandes tendances. La seconde moitié de la décennie 70 enregistre les meilleurs scores d'efficience. La moyenne est de 89,29 % avec notamment l'année 1975 qui connaît les politiques macroéconomiques les plus efficaces de toute la période d'étude. Le score de cette année est de 100 %. Toutefois, elle connaît une chute progressive passant de 100 % à 75,30 % en 1979 pour atteindre 71 % en 1980. Cette baisse drastique est le reflet des difficultés économiques qui se sont manifestées dès la fin de cette décennie. La grande période des réformes structurelles est caractérisée par les plus

faibles performances et une évolution erratique. Après 1980, la qualité sociale des politiques baisse de manière transitoire sur les deux années suivantes

autour de 68,20 % avant d'amorcer une croissance en sauts d'échelle jusqu'en 1991 (72,10 %) où elle entame une chute continue jusqu'à 1994.



Source: calcul des auteurs

L'année 1989 avec 72,20 % est la plus performante de cette période. Ces faibles performances traduisent l'effet négatif des austérités budgétaires et monétaires sur le secteur social qui a caractérisé la période des PAS. Sur la période 1994-2005, l'on note une reprise continue des performances témoignant que la reprise économique s'est également associée à l'amélioration des services sociaux fournis en Côte d'Ivoire et que la crise politico-militaire n'a pas fortement impacté

défavorablement ces résultats. En revanche, cette tendance est rompue en 2006 avec une légère baisse de 2%.

Ainsi, il ressort de cette analyse graphique que l'évolution des performances sociales des politiques macroéconomiques en Côte d'Ivoire ont été associées aux performances économiques du pays soutenant ainsi que la libération d'une croissance forte y demeure la clef de l'amélioration du bien-être.

4.2. Résultats des estimations de l'incidence conditionnelle de l'aide extérieure

Dans cette section, nous présentons les résultats empiriques découlant des régressions effectuées sur le modèle d'effets de seuils. Le tableau 2 en annexe consigne les résultats issus des régressions initiales aussi bien pour la variable dépendante clé que constitue le PIB réel par tête que pour la variable dépendante test, le taux d'investissement public. Ce tableau comporte également les régressions des modèles sans ou avec effets de seuils.

Dans une première étape, nous avons appliqué les MCO. Les résultats indiquent que la stabilité politique, l'indice de vulnérabilité économique et le service de la dette extérieure ont l'effet escompté pour ce qui concerne les estimations utilisant le PIB réel par tête comme variable dépendante comme celles avec le taux d'investissement public. Par contre, l'aide et le taux d'ouverture affectent négativement le PIB réel par tête quoique seul l'effet de la première variable soit significatif dans les deux régressions.

L'indice de vulnérabilité économique et le service de la dette affectent négativement le PIB réel par tête. Au seuil de 10%, l'effet de la vulnérabilité économique est significatif. Alors que l'effet du service de la dette n'est pas significatif, celui de la stabilité politique est positif et significatif au seuil de 1%. L'effet de cette dernière variable demeure significatif à 5% lorsque la variable dépendante est le taux d'investissement quand l'effet des autres variables en dehors de l'aide n'est pas significatif. Le signe négatif de l'aide sur la production réelle par tête va dans le même sens que les résultats de Kalytvis et al (2011) bien que nous confirmons le pessimisme de certains auteurs comme Easterly (2002) quant à l'impact positif de l'aide. En ce qui concerne l'effet défavorable et significatif sur le taux d'investissement public, il confirme celui de McGillivray et Ouattara (2005) qui trouvent que 60% des déboursements de l'aide extérieure à la Côte d'Ivoire est utilisé pour assurer les remboursements de la dette extérieure. En outre, l'impact négatif et non significatif de l'indice de la vulnérabilité et de l'ouverture contraste

partiellement avec les résultats de Dalgaard et al (2004) et Kalyvitis et al (2011) qui trouvent un effet significatif en utilisant des mesures différentes respectivement l'indice de Sachs-Warner (1995) et la fraction de la terre située dans les tropiques. L'impact négatif du service de la dette quoique non significatif serait en phase avec les arguments qui ont poussé à recourir au mécanisme de réduction de la dette extérieure au titre de l'Initiative PPTE.

La seconde étape des régressions a été de tester l'existence de non linéarité dans la relation aide-PIB réel par habitant en introduisant dans les régressions précédentes successivement le carré de la variable de l'aide et l'interaction aide*qualité des politiques. En ce qui concerne la régression sur le PIB réel par tête, il en ressort que toutes les variables conservent leurs signes et significativité respectifs précédents. En revanche, la significativité de l'impact de l'aide n'est plus admise. Le signe positif du terme de l'aide au carré indiquerait que l'effet adverse de l'aide tendrait à baisser

progressivement à des niveaux élevés des montants alloués (Kalyvitis et al, 2011). Ce qui n'est pas cependant significatif. En introduisant l'interaction aid × efficacité, l'impact négatif de l'aide redevient significatif à 1% et plus élevé que dans les deux cas précédents. Egalement, l'interaction aid×efficacité tout comme celle du carré de l'aide est significative et positive à 5%. Les régressions sur le taux d'investissement public produisent des résultats identiques mais avec un effet moindre de l'aide que dans les estimations sans interactions. Ces résultats initiaux vont dans le même sens que ceux de Burnside et Dollar (2000).

Ces divers résultats sont consignés dans les colonnes (2) et (3) des cadrans droits et gauches du tableau 1. Tout laisse à penser donc que l'impact négatif et significatif de l'aide reste conditionnel au niveau de la bonne gouvernance. Lorsque cette dernière s'améliore cet effet tend à diminuer.

L'estimation du modèle à effets de seuils indique une p-value nulle pour les deux variables seuils, i.e l'efficacité et l'aide. Le

seuil de score d'efficience estimé est de 0,74 et se situe dans l'intervalle de confiance asymptotique de [0,740 ; 0,744]. Celui de l'aide est de 2,56% appartenant à l'intervalle [2,560; 2,675]. Ces résultats prouvent donc l'existence d'effets de seuils dans la relation aide-PIB réel par tête si l'on considère la conditionnalité par la qualité des politiques et le niveau de l'aide extérieure.

Dans le premier régime de l'efficience, c'est-à-dire lorsque l'efficience technique est inférieure ou égale à 0,74, l'aide affecte négativement et significativement la production réelle par tête. Le degré d'ouverture commerciale et le service de la dette ont des effets positifs statistiquement significatifs. Par contre, la stabilité politique et la vulnérabilité économique n'ont pas d'effets statistiques significatifs tout en conservant leurs signes antérieurs.

Dans le second régime, toutes les variables ont un impact positif significatif en dehors du ratio de l'aide sur le PIB. Mais entre les deux régimes, il y a une modification de la taille des effets.

L'impact de l'aide quoique demeurant négatif diminue sensiblement d'environ 50% passant de -0.013 à -0,006 par unité de ratio supplémentaire. En d'autres termes, l'impact de l'aide induit une croissance négative moindre lorsque la qualité des politiques macroéconomiques s'améliore et atteint un niveau élevé. Par ailleurs, l'impact positif de la vulnérabilité économique montre que lorsque la bonne gouvernance est élevée, le pays peut non seulement atténuer les effets négatifs des chocs exogènes mais aussi améliorer la richesse nationale. Le même constat peut s'établir en ce qui concerne le service de la dette. En présence d'un niveau élevé de la qualité de la gouvernance, l'effet négatif du remboursement de la dette extérieure sur la richesse nationale tend à être inversé positivement. De plus, l'ouverture et la stabilité contribuent à la croissance lorsque l'efficience excède 74%. Entre les deux régimes par exemple, l'impact de l'ouverture s'est amélioré de moitié au moins alors que celui du service de la dette augmente de 0,009 unité à 0,012 unité.

Ces différents résultats révèlent que lorsque les politiques macroéconomiques deviennent plus efficaces, l'aide a un effet négatif moindre sur la production réelle par tête. Les résultats de Kalytvis et al (2011) et Burnside et Dollar (2000) prouvent que l'effet de l'aide sur la croissance s'améliore lorsque le pays pratique une bonne gouvernance. Mais l'effet constamment négatif peut être dû à un niveau trop important ou insuffisant de l'aide.

Il ressort de la spécification avec l'aide comme variable seuil que lorsque le niveau de l'aide est inférieur à la valeur seuil de 2,56%, l'effet est négatif mais non significatif. Par contre, ce dernier devient significatif lorsque l'on dépasse le niveau seuil. La perte enregistrée par ratio d'aide/pib supplémentaire au-delà de ce seuil est de 0,012 équivalente à la perte enregistrée lorsque la qualité des politiques économiques se situe dans le régime inférieur précédent. Il apparaît aussi que l'indice de la vulnérabilité économique influence positivement le produit réel par tête en régime supérieur

alors que son effet est significativement négatif dans le régime inférieur. Ce résultat soutient qu'une aide suffisante peut atténuer les effets négatifs des instabilités externes à l'instar des conclusions de Guillaumont (2007), Guillaumont et Guillaumont (2009). Toutefois, un niveau élevé de l'aide extérieure tend à annihiler la contribution de la stabilité politique à la formation du PIB réel par habitant comme en témoigne la non significativité du coefficient de la stabilité politique dans le régime supérieur alors qu'il est significatif dans le régime inférieur. Il convient de remarquer que les effets du service de la dette extérieure et de l'ouverture initialement négatifs et non significatifs deviennent positifs et significatifs lorsque le ratio de l'aide sur le PIB excède 2,56 %.

Au niveau de l'utilisation du taux d'investissement comme variable dépendante, les résultats confirment les seuils trouvés avec les cinq premières variables explicatives précédentes. Plus particulièrement, il existe des seuils de la qualité des politiques menées et du niveau

d'aide publique au développement à partir desquels l'on enregistre un changement de régime. Le seuil de l'aide trouvé est égal à celui déterminé précédemment (2,56%). Celui de l'efficience avec une valeur de 0,746 est sensiblement égal à celui trouvé antérieurement. Lorsque la qualité des politiques est inférieure à 0,746, l'aide influence négativement et significativement l'investissement public alors que son influence n'est pas significative quand l'on dépasse ce seuil. En outre, les impacts de la stabilité et de la vulnérabilité économique s'améliorent positivement en passant du régime inférieur au régime supérieur de l'efficience. Toutefois, entre les deux régimes du niveau critique de l'aide, l'impact de cette dernière n'est pas significatif bien que l'effet négatif tendrait à être moindre. Seule la variable stabilité politique est significative aussi bien en dessous comme au dessus des 2,56% d'aide/PIB.

Nous avons reproduit la même démarche précédente en augmentant le nombre de variables explicatives par l'inclusion du

solde budgétaire hors dons/PIB et du taux d'inflation pour mieux approximer les effets des politiques macroéconomiques. Le tableau 3 regroupe l'ensemble des résultats issus de ces régressions.

Les régressions par les moindres carrés ordinaires simples sans interactions des variables indiquent que l'aide et la position budgétaire impactent négativement de façon significative le revenu réel par tête tandis que l'inflation et la stabilité exercent une influence positive et significative. Les autres variables de contrôle n'ont pas eu d'effets significatifs. Les tests de non linéarité ont révélé la nécessité de recourir à un modèle d'estimation non linéaire. Particulièrement, il est ressorti de l'inclusion du carré de l'aide que l'effet adverse de l'aide est réduit lorsque les montants alloués sont moindres comme en témoigne la significativité du coefficient négatif de cette variable. Le coefficient positif et significatif de l'interaction efficience \times aide révèle que l'effet de l'assistance extérieure peut être bénéfique lorsque les politiques macroéconomiques sont de bonne qualité. Les tests LM

effectués ont encore confirmé qu'il existe des niveaux critiques de la qualité des politiques et d'aide à partir desquels l'impact de l'aide sur le PIB réel par habitant est différencié. Cela reste aussi valable pour la variable dépendante alternative à savoir le taux d'investissement public. Les seuils calculés restent étroitement proches des niveaux estimés précédemment. Ils se situent à 74,1% (respectivement 74,4%) pour l'efficience et à 2,675% (respectivement 2,30%) lorsque l'on considère le PIB réel comme variable dépendante (respectivement le taux d'investissement public). En dessous du seuil d'efficience de 74,1%, l'aide affecte négativement et significativement le niveau du produit intérieur réel par tête, lequel effet n'est plus significatif au dessus de ce niveau critique de gouvernance. Au niveau des concours extérieurs, nos résultats confirment encore qu'une abondance d'aide ne tend pas être bénéfique pour la richesse nationale ivoirienne. En effet, l'effet de l'aide n'est pas significativement différent de zéro lorsque son niveau est inférieur ou égal à

2,675%. Mais cet effet devient significativement nocif lorsque l'assistance extérieure dépasse son niveau critique de 2,675%. La perte associée à 10% de ratio aide/PIB supplémentaire est de 0,1%.

Lorsque l'on considère l'effet sur l'investissement public de l'aide quand la qualité des politiques menées est en dessous du seuil critique de 74,4%, la perte estimée suite à un accroissement de 1% du niveau d'aide est de 0,232% (voir tableau 2). Lorsque le niveau de la qualité est supérieur à 0,744, l'aide favorise significativement un redéploiement de l'investissement public presque équivalent au ratio d'aide/PIB supplémentaire octroyé car à ce niveau 1% d'aide extérieure s'associe positivement à 0,954% d'investissement de l'Etat. Mais on peut remarquer que dans les régimes supérieurs de l'aide et de la qualité des politiques, la capacité de résilience de l'aide se renforce puisque l'indice de vulnérabilité économique présente un effet positif dans les deux cas. Aussi faut-il noter que l'effet de l'inflation est positif aussi bien sur le PIB réel par tête que sur

le taux d'investissement public lorsque le niveau de l'aide est inférieur au seuil critique et nul lorsque l'on excède ce dernier. Ce qui va dans le sens qu'un surcroît d'aide peut compromettre la relance notamment via le renchérissement du taux de change appelé « syndrome hollandais » comme l'attestent les conclusions de Rajan et Subramanian (2009). On peut avancer ce même argument pour expliquer l'effet non significatif du taux d'ouverture entre les différents régimes de l'aide. A contrario de l'effet de l'inflation, la position budgétaire présente des effets mixtes. Elle contribue négativement et significativement au PIB réel par tête lorsque la qualité des politiques se situe à un niveau supérieur au seuil de 0,741. Mais elle influe positivement et significativement quand le niveau de l'aide est supérieur à son seuil de 2,675% et négativement dans le régime inférieur. Par ailleurs, la position budgétaire stimule globalement négativement l'investissement public avec un effet plus prononcé lorsque l'efficience se situe un niveau élevé (-0,235 contre -1,385). Son effet négatif lorsque le niveau

de l'aide se trouve dans le régime inférieur s'annihile dans le second régime avec un effet positif bien que non significatif.

Pour clore, les tests de robustesse, nous avons régressé le PIB réel par tête sur les sept variables explicatives précédentes auxquelles nous avons adjoint le taux d'investissement privé (FBCEP/PIB). On en tire globalement une confirmation des résultats précédents. De plus, l'effet de l'investissement privé sur le PIB réel varie également selon le niveau de la qualité des politiques et celui de l'aide extérieure. Son niveau est plus élevé quand le niveau d'efficience est supérieur à 0,733 et nul quand le niveau de l'aide est supérieur au niveau critique de 2,56 % (voir tableau3). Ce qui confirme les craintes de Bauer (1972) comme nous le mentionnions dans la revue de littérature.

Du point de vue de l'analyse empirique, ces résultats concordent globalement avec ceux de Kourtellos et al (2007) et le pessimisme de certains auteurs, en l'occurrence Easterly, Levine, et Roodman (2004) et Rajan et Subramanian (2005) sur la contribution potentielle de l'aide

extérieure à améliorer permanemment les performances économiques dans les pays récipiendaires. A l'opposé, ils infirment les conclusions de Kalyvitis et al (2011) et de Zeb et Stengos (2010). L'aide n'est pas inefficace parce que son niveau est faible mais elle a été potentiellement nocive à la formation du PIB réel par tête en Côte d'Ivoire sur la période d'étude même si elle a joué un rôle résilient en atténuant ou en inversant l'impact défavorable des chocs externes soutenant ainsi l'argument de Guillaumont (2007) selon lequel un niveau important de l'aide s'avère nécessaire pour faire face à ces instabilités. Elle a en outre influé négativement sur la contribution du secteur privé à la croissance. En revanche, une bonne qualité des politiques macroéconomiques permet d'atténuer ou de maîtriser l'impact négatif des concours extérieurs.

Conclusion et recommandations

L'objectif de cette étude a été d'analyser l'efficacité conditionnelle de l'aide extérieure en Côte d'Ivoire en mettant en exergue le rôle combiné d'une suffisance

ou non de l'aide extérieure et de la qualité des politiques macroéconomiques en termes d'amélioration des services sociaux. Il s'agissait de voir si la relance post conflit impliquera nécessairement un surcroît de l'assistance extérieure. Par une approche non paramétrique, nous avons pu relier les politiques macroéconomiques aux objectifs finals de développement dans la dynamique de la suggestion de Kanbur (2005). Les résultats issus des régressions montrent que la relation aide-production réelle par tête obéit à des rendements décroissants et que la bonne gouvernance reste un déterminant de l'incidence conditionnelle de l'aide et qu'à celle-ci il faut associer une politique prudentielle de mobilisation de ressources extérieures. Une faible qualité de la politique ne favorise pas un impact positif de l'aide encore moins ne peut atténuer son impact négatif. Un niveau élevé de l'aide n'est pas aussi favorable à la croissance. Il est clair qu'au vu des enjeux actuels de la relance, l'aide peut paraître nécessaire mais il s'avère impératif d'agir qualitativement pour inverser la tendance défavorable. A cet effet, le renforcement

des réformes de gouvernance conjugué au recours prudentiel à l'assistance extérieure doivent être les principaux moteurs d'actions pour assurer l'efficacité de l'aide au développement.

Des recommandations de politiques sont donc impératives pour la relance.

- Le recours à l'aide reste indispensable à la relance économique. Toutefois, la bonne gouvernance demeure la clef essentielle. En effet, cette dernière réduit à terme le besoin impératif de recourir aux concours extérieurs. Il faut ainsi approfondir les réformes institutionnelles entreprises au niveau national et sous régional. Dans ce cas, le renforcement du volume de l'APD destiné au soutien à la bonne gouvernance telle que l'Appui Institutionnel Multisectoriel à la Sortie de Crise (AIMSC) financé par la BAD, reste indispensable. Ce renforcement doit aussi concerner le secteur privé. A cet effet, l'appui de la Banque Mondiale à la revitalisation et à la gouvernance des PME

à travers le PARE/PME⁴ doit être davantage consolidé.

Le recours systématique à l'aide ne doit pas être une priorité dans la mesure où une aide supérieure à la capacité d'absorption du pays peut avoir des effets néfastes. Il importe de développer un programme optimisant de mobilisation des ressources extérieures cohérent avec les objectifs, les besoins et les capacités du pays. Ce mécanisme doit être complété d'une gestion rigoureuse effective par la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation régulier de l'aide reçue.

L'objectif d'amélioration du bien-être ne doit pas se traduire par un drainage méthodique de l'aide de manière prépondérante vers les secteurs sociaux au détriment du secteur productif.

Il faut développer avec les bailleurs de fonds un programme de financement s'alignant sur les instabilités macroéconomiques dans la mesure où l'effet de la vulnérabilité tend à s'inverser en présence d'un niveau élevé de l'aide.

⁴ Projet d'appui à la revitalisation et à la gouvernance des PME. Ce projet, lancé en mai 2010, comporte un don de 15 millions de Dollar Américain de la Banque Mondiale aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) ivoiriennes.

- La fixation des politiques macroéconomiques sur les priorités sociales ne doivent pas faire oublier la mise en place d'un instrument efficace de la gestion des instabilités climatiques et économiques. Aussi, est-il nécessaire de poursuivre la gestion macroéconomique prudentielle comme le préconise le pacte de convergence sous régional.
- La poursuite des efforts de réconciliation nationale en faveur d'une paix durable en Côte d'Ivoire s'avère impérative comme en témoigne l'effet positif de la stabilité politique dans nos résultats.

En définitive, il importe de noter que cette étude comporte des insuffisances dont la prise en compte améliorera la qualité des résultats. Particulièrement, nous n'avons pas abordé la question de l'endogénéité des variables explicatives alors que par exemple la bonne gouvernance et le PIB réel peuvent s'influencer mutuellement. Il y a donc lieu de recourir à des méthodes à variables instrumentales comme celle de Caner et Hansen (2004). Ensuite, l'impact de l'aide peut être différencié selon qu'elle soit bilatérale ou multilatérale. De plus, il

est établi que l'aide-programme est inefficace comparée à l'aide-projet (Kalyvitis et al, 2011). Aussi les effets contrastés de certains canaux comme l'investissement privé, la position budgétaire militent-ils en faveur d'un approfondissement du lien entre l'aide et la croissance. Il y a donc lieu de mener d'autres études pour clarifier davantage le rôle que l'aide peut réellement jouer dans la stratégie de la relance post crise ivoirienne.

Bibliographie

Abdellatif A. M. (2003) "Good Governance and Its Relationship to Democracy & Economic Development. GF3/WS/IV-3/S1 *Global Forum III on Fighting Corruption and Safeguarding Integrity Seoul 20-31 May 2003*. Ministry of Justice Republic Of Korea.

Anayiotos G. C. et H.Toroyan (2009), "Institutional Factors and Financial Sector Development: Evidence from Sub-Saharan Africa". *IMF Working Paper .WP/09/258*.

Alvi E., D. Mukherjee et E.K. Shukralla (2008), "Aid, policies, and growth in developing countries: a new look at the empirics", *Southern Economic Journal*, 74(3): 693-706.

Banque Mondiale (2011), *World Development Indicators 2011*. Washington D.C.: World Bank.

Burnside C. et Dollar (2000), "Aid, policies and growth", *American Economic Review* 90(4):847- 868.

Caner M. et B. Hansen (2004), "Instrumental variable estimation of a threshold model", *Econometric Theory* 20(5): 813-843.

Collier, P. et D. Dollar (2002). "Aid allocation and poverty reduction", *European Economic Review*, vol. 45, pp. 1470–500.

Collier, P. et A. Hoeffler (2002). "Aid, Policy, and Growth in Post-Conflict Societies" Policy Research Working Paper n°2902, Washington, World Bank.

Dalgaard C. and H. Hansen (2001), "On aid, growth and good policies", *Journal of Development Studies* 37(6): 17–41.

Dalgaard C., H. Hansen et F. Tarp (2004), "On the empirics of foreign aid and growth", *Economic Journal* 114(496): F191–216.

Easterly W. (2002), "How Did Heavily Indebted Poor Countries Become Heavily Indebted? Reviewing Two Decades of Debt Relief." *World Development*. Vol. , 30(10), 1677–1696.

Easterly, W. (2003), "Can Foreign Aid Buy Growth?" *Journal of Economic Perspectives*, 17(3), 23-48.

Guillaumont P. (2007), « La vulnérabilité économique, défi persistant à la croissance africaine ». *African Development Bank*.

Guillaumont P, et S. Guillaumont-Jeanneney (2009), "Accounting for Vulnerability of African Countries in Performance Based Aid Allocation", *working papers series. N° 103* – October. African Development Bank Group.

Hadjimichael M.T., D. Ghura, M. Mühleisen, R. Nord, et E. M. Uçer (1995), "Sub-Saharan Africa: growth, savings, and investment, 1986-93", Occasional Paper 118, IMF.

Hall, R. E. et C. I. Jones (1999), "Why do some countries produce so much more output per worker than others?", *Quarterly Journal of Economics*, 114(1), 83–116.

Hansen B.E. (1996), "Inference when a nuisance parameter is not identified under the null hypothesis", *Econometrica* 64(2), 413-430.

Hansen B. E. (2000), "Sample splitting and threshold estimation", *Econometrica* 68(3):575604.

Hansen H. et F. Tarp (2000), "Aid and growth regressions". *CREDIT Research paper n°007*. University of Nottingham.

Hansen H. et Tarp (2001), "Aid and growth regressions". *CREDIT*. University of Nottingham.

IFC (2011), *Doing Business 2011. Côte d'Ivoire. Making a difference for entrepreneurs*. The International Bank for

Reconstruction and Development / The World Bank

Kalyvitis S., T. Stengos et I. Vlachaki (2011), "Are aid flows excessive or insufficient? Estimating the growth impact of aid in threshold regressions". *Scottish Journal of Political Economy*, forthcoming September.

Kanbur R. (2005), « Réformer la Formule: Une Modeste Proposition pour inclure des Critères de Résultats dans les Procédures d'Allocation de l'Aide de l'IDA ». *Revue d'économie du développement* 2005/2 - Vol. 19 pages 79 à 108.

Kaufman D., A. Kraay et M. Mastruzzi (2010), « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues ». *Draft Policy Research Working Paper*. September. www.govindicators.org.

Kourtellos A, C.M. Tan et X. Zhang (2007), "Is the relationship between aid and economic growth nonlinear?", *Journal of Macroeconomics* 29(3): 515–540.

Lensink R. et H. White (2001), "Are there negative returns to aid?", *Journal of Development Studies* 37(6): 42–65.

McGillivray M et B. Ouattara (2005), "Aid debt burden and government fiscal behaviour in Cote d'Ivoire". *Journal of African Economies* 14(2): 247–269

Nafiou M. M. (2009), « Impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique du Niger » *Revue africaine de l'Intégration Vol. 3. No. 2*, Octobre 2009

OCDE (2008), *Gouvernance, fiscalité et responsabilité. Enjeux et pratiques*. OCDE

Rajan, R. G. et A. Subramanian (2005), "Aid and Growth: What Does the Cross-Country Evidence Really Show?," NBER Working Paper No. 11513.

Rajan, R. G. et A. Subramanian (2005), "Aid, Dutch Disease, and Manufacturing Growth", Center for Global Development, *Working paper 196*. December.

République de Côte d'Ivoire (2009), *Stratégie de Relance et du*

Développement et de Réduction de la Pauvreté. DSRP, Janvier.

Sachs J. et A. Warner (1995), « Economic reform and the process of global integration». *Brookings Papers on Economic Activity* 1: 1-118.

Sachs J. D. (2003), « Les institutions n'expliquent pas tout. Le rôle de la géographie et des ressources naturelles dans le développement ne doit pas être sous-estimé ». *Finances & Développement*. Juin. IMF.

UNDP (1997), *Governance for Sustainable Human Development*, A UNDP policy paper.

UNDP (2011), "Explanatory note on 2011 HDR composite indices Côte d'Ivoire", *Human Development Report: Sustainability and Equity: A Better Future for All*.

Verriest A. (2009), « Measurement of African Governance: The Use of Composite Indicators." *Preliminary version*. Tilburg University. Disponible sur <http://ssrn.com/abstract=1398830>.

Yohou D.H. et T. Kamagaté (2012), “La relance post crise en Côte d’Ivoire a-t-elle nécessairement besoin d’un surcroît d’assistance extérieure ? : une analyse par les effets de seuils. », PED N°09/2012. *Cellule d’Analyse des Politiques Economiques du CIREs.*

Zeb A. et T. Stengos (2010), “Foreign Aid and Economic Growth in Developing Countries: Revisiting the evidence by using a threshold regression approach”, University of Guelph.

Annexes 1

Tableau 2 : Régressions PIB réel par tête et Investissement public comme variable dépendante test

Variable dépendante			PIB REEL PAR TETE						TAUX D'INVESTISSEMENT PUBLIC												
			MCO		Seuil=Efficience		Seuil=Aide		MCO			Seuil=Efficience		Seuil=Aide							
Seuil					0.740		2.560				0.746		2.560								
Intervalle de confiance			(1)		(2)		(3)		(1)		(2)		(3)								
Régime					EFF<=0.740		EFF>0.740		AIDE<=2.560		AIDE>2.560		EFF<=0.746		EFF>0.746		AIDE<=2.560		AIDE>2.560		
Aide			-0.02* (0.005)	-0.025 (0.029)	-0.454 (0.141)	-0.013 (0.002)	-0.006 (0.002)	-0.006 (0.002)	-0.089 (0.049)	-0.012 (0.002)	-	-0.821 (0.876)	-	-0.141 (0.057)	-2.66 (1.748)	-3.842 (3.072)	-0.013 (0.044)				
						[-0.02 ; -0.009]	[-0.013;-0.0003]	[-0.185 ; 0.043]	[-0.016 ; -0.008]		0.423* (0.145)	11.285* (4.627)		[-0.252 ; -0.029]	[-6.086 ; 0.766]	[-9.863 ; 4.556]	[-0.144 ; 0.22]				
Indice de vulnérabilité économique			-	-0.028 (0.015)	-0.018 (0.02)	-0.006 (0.011)	0.013 (0.006)	-0.062 (0.018)	0.013 (0.005)	0.013 (0.005)	-0.844 (0.504)	-0.842 (0.586)	-0.598 (0.625)	-0.285 (0.377)	2.381 (0.614)	-2.026 (0.931)	0.015 (0.117)				
						[-0.028; 0.015]	[0.0004 ; 0.03]	[-0.097 ; -0.02]	[0.003 ; 0.024]		-0.02 (0.081)	-0.022 (0.127)	0.107 (0.134)	0.281 (0.034)	0.383 (0.276)	-0.052 (0.092)	0.027 (0.06)				
Service de la dette			-0.0002 (0.002)	-	0.005 (0.003)	0.009 (0.001)	0.012 (0.002)	-0.002 (0.002)	0.011 (0.004)	0.011 (0.008;											
						[0.006 ; 0.011]	[0.008 ; 0.019]	[-0.006; 0.003]	[0.0008; 0.018]												
Ouverture			-0.009 (0.006)	-0.009 (0.008)	-0.008 (0.007)	0.006 (0.003)	0.013 (0.004)	-0.006 (0.008)	0.017 (0.005)	0.017 (0.005)	-0.116 (0.194)	-0.183 (0.263)	-0.141 (0.25)	0.331 (0.094)	-0.124 (0.738)	-0.08 (0.415)	0.011 (0.101)				
						[0.0006; 0.012]	[0.005 ; 0.024]	[-0.022; 0.015]	[0.005 ; 0.027]					[0.147; 0.515]	[-1.570; 1.322]	[-1.217 ; 0.851]	[-1.01 ; 0.226]				
Stabilité			0.291* (0.057)	0.287* (0.110)	0.166 (0.111)	0.042 (0.025)	0.559 (0.014)	0.617 (0.064)	0.013 (0.024)	0.013 (0.024)	8.067* (1.962)	7.735* (3.423)	4.790 (3.724)	0.317 (0.724)	11.581 (3.356)	18.387 (3.151)	0.941 (0.473)				
						[-0.006 ; 0.094]	[0.516 ; 0.617]	[0.475 ; 0.744]	[-0.034 ; 0.06]					[-1.102;1.736]	[5.004; 18.158]	[11.91 ; 24.69]	[0.013 ; 5.595]				
Aide x Aide			-	0.0003 (0.001)	0.002* (0.001)*	-	-	-	-	-	-	0.022 (0.041)	0.073* (0.034)	-	-	-	-				
Aide x Efficience			-		0.560* (0.19)	-	-	-	-	-	-	13.673* (6.267)		-	-	-	-				
observation				34		22	12	19	15			34		26	8	19	15				

R2	0.612	0.613	0.715	0.877	0.995	0.878	0.753	0.462	0.467	0.537	0.776	0.909	0.694	0.457
p-value	-	-	-	0.000	0.000	0.000	0.000	-	-	-	0.000		0.000	
Joint R-Squared	-	-	-	0.962		0.902		-	-	-	0.892		0.764	

Notes :

Toutes les régressions incluent des constantes

Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types

Les valeurs entre crochets représentent les intervalles de confiance à 95%

* significativité à 5%, **significativité à 10%

Les résultats reportés des colonnes (1), (2) et (3) représentent des régressions avec correction de l' hétéroscédasticité par la méthode (HAC standard errors & covariance)

Tableau 3 : Tests de robustesse avec inclusion du solde budgétaire et de l'inflation

Variable dépendante	PIB REEL PAR TETE							TAUX D'INVESTISSEMENT PUBLIC						
	MCO			Seuil=Efficiency				MCO			Seuil=Efficiency			
	(1)	(2)	(3)	EFF<=0.741	0.004	0.003	0.003	(1)	(2)	(3)	EFF<=0.744	0.744	2.305	Seuil=Aide
Seuil														
Intervalle de confiance														
Régime				EFF<=0.741	EFF>0.741	AIDE<=2.675	AIDE>2.675				EFF<=0.744	EFF>0.744	AIDE<=2.305	AIDE>2.305
Aide	- 0.027* (0.006)	0.012 (0.016)	-0.324* (0.087)	-0.017 (0.003) [-0.023 ; -0.011]	0.004 (0.003) [-0.002 ; 0.01]	0.009 (0.025) [-0.039 ; 0.11]	-0.010 (0.003) [-0.016 ; -0.0007]	- 0.655* (0.175)	0.418 (0.538)	- 6.794** (3.40)	-0.232 (0.114) [-0.456 ; -0.009]	0.954 (0.213) [0.536 ; 1.371]	2.297 (2.345) [-2.548 ; 8.284]	-0.114 (0.098) [-0.45 ; 0.1]
Solde Budgétaire	- 0.009* (0.003)	-0.009* (0.004)	-0.009* (0.003)	-0.004 (0.003) [-0.010 ; 0.002]	-0.009 (0.002) [-0.013 ; -0.006]	-0.012 (0.003) [-0.02 ; -0.005]	0.006 (0.002) [0.014]	- 0.398* (0.169)	- 0.413* (0.124)	-0.409* (0.116)	-0.240 (0.114) [-0.463 ; 0.017]	-1.385 (0.139) [1.112]	-0.675 (0.24) [-1.146 ; 0.144]	0.134 (0.133) [0.395]
Indice de vulnérabilité économique	-0.016 (0.012)	-0.013 (0.013)	-0.007 (0.010)	-0.002 (0.007) [-0.016 ; 0.012]	0.011 (0.01) [-0.009 ; 0.03]	-0.004 (0.023) [-0.049 ; 0.05]	0.019 (0.003) [0.012 ; 0.027]	0.464 (0.32)	-0.396 (0.428)	-0.254 (0.405)	-0.329 (0.237) [-0.793 ; 0.135]	1.506 (0.636) [2.753]	1.5 (0.988) [-0.968 ; 3.437]	-0.326 (0.231) [-1.111 ; 0.238]
Service de la dette	0.0001 (0.002)	0.0006 (0.002)	0.005* (0.002)	0.006 (0.001) [0.004 ; 0.009]	0.001 (0.003) [-0.005 ; 0.008]	-0.004 (0.002) [-0.009 ; 0.0006]	0.006 (0.002) [0.015]	-0.027 (0.064)	-0.01 (0.06)	0.074 (0.068)	0.201 (0.042) [0.119 ; 0.282]	-1.362 (0.256) [-1.864 ; 0.856]	-0.238 (0.111) [-0.503 ; 0.041]	-0.328 (0.078) [-0.481 ; 0.115]

Ouverture	-0.123 (0.182)	0.119 (0.217)	0.124 (0.173)	0.268 (0.105) [0.061 ; 0.475]	0.311 (0.167) [-0.015 ; 0.637]	0.248 (0.34) [-0.418 ; 1.045]	0.209 (0.189) [-0.2 ; 0.647]	0.079 (0.142)	0.267 (0.198)	0.284 (0.185)	0.401 (0.107) [0.192 ; 0.61]	-0.709 (0.374) [-1.44 ; 0.023]	0.329 (0.357) [-0.372 ; 1.206]	-0.803 (0.250) [-1.294 ; 0.138]
Inflation	0.014* (0.002)	0.018* (0.003)	0.016* (0.003)	0.004 (0.002) [-0.0001 ; 0.008]	0.006 (0.002) [0.001 ; 0.011]	0.011 (0.001) [0.008 ; 0.015]	-0.0005 (0.001) [-0.006 ; 0.002]	0.476* (0.090)	0.587* (0.116)	0.549* (0.110)	0.095 (0.087) [-0.075 ; 0.265]	0.996 (0.183) [0.638 ; 1.354]	0.444 (0.142) [0.077 ; 0.728]	0.169 (0.05) [-0.022 ; 0.333]
Stabilité	0.167* (0.043)	0.164* (0.046)	0.082** (0.042)	0.042 (0.028) [-0.013 ; 0.097]	0.473 (0.04) [0.394 ; 0.551]	0.386 (0.05) [0.238 ; 0.484]	0.009 (0.014) [-0.026 ; 0.037]	3.87* (1.204)	3.841* (1.543)	2.096 (1.656)	0.86 (0.787) [-0.682 ; 2.401]	-1.612 (3.59) [-8.647 ; 5.424]	5.646 (3.922) [- 2.041;16.227]	2.33 (0.662) [-0.068 ; 4.562]
Aide x Aide	- (0.0009)	-0.002* (0.0009)	-0.0005 (0.0008)	- (0.0008)	- (0.0009)	- (0.0008)	- (0.0009)	- (0.0009)	0.064* (0.031)	-0.025 (0.034)	- (0.031)	- (0.031)	- (0.031)	- (0.031)
Aide x Efficience	- (0.110)	0.434* (0.110)	0.434* (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)	- (0.110)
observation	34			23	11	20	14	34			24	10	17	17
R2	0.805	0.848	-	0.975	0.999	0.953	0.893	0.769	0.804	0.836	0.843	0.994	0.876	0.795
p-value	-	-	-	0.001	0.001	0.054	0.054	-	-	-	0.000	0.000	0.003	0.003
Joint R-Squared	-	-	-	0.962	0.962	0.96	0.96	-	-	-	0.952	0.952	0.892	0.892

Notes :

Toutes les régressions incluent des constantes. Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types. Les valeurs entre crochets représentent les intervalles de confiance à 95%.
* significativité à 5%, **significativité à 10%

Tableau 4: Tests de robustesse avec inclusion du taux d'investissement privé

Variable dépendante	PIB REEL PAR TETE					
	MCO			Seuil=Efficiency		Seuil=Aide
	(1)	(2)	(3)	EFF<=0.733	EFF>0.733	2.560
Seuil				0.733		2.560
Intervalle de confiance				[0.733 ; 0.735]		[2.560,3.563]
Régime				EFF<=0.733	EFF>0.733	AIDE<=2.560
Aide/PIB	-0.013* (0.005)	0.016 (0.013)	-0.208* (0.087)	-0.021 (0.005)	-0.002 (0.003)	0.041 (0.034)
				[-0.03 ; -0.012]	[-0.012 ; 0.004]	[-0.03 ; 0.107]
						AIDE>2.560
						-0.004 (0.003)
						[-0.02 ; 0.002]
Solde Budgétaire	-0.006** (0.002)	-0.007* (0.003)	-0.007* (0.002)	-0.008 (0.003)	-0.004 (0.001)	-0.008 (0.003)
				[-0.014 ; -0.002]	[-0.006 ; 0.0007]	[-0.013 ; -0.001]
						[0.0003 ; 0.014]
Indice de vulnérabilité économique	-0.001 (0.011)	-0.0003 (0.011)	-0.0003 (0.01)	0.009 (0.004)	-0.01 (0.016)	0.01 (0.015)
				[-0.002 ; 0.017]	[-0.041 ; 0.03]	[-0.029 ; 0.04]
						[0.011 ; 0.028]
Service de la dette	-0.001 (0.001)	-0.0004 (0.001)	0.003 (0.002)	0.002 (0.001)	0.002 (0.001)	-0.003 (0.001)
				[-0.0002 ; 0.005]	[-0.0004 ; 0.008]	[-0.006 ; 0.0006]
						[0.001 ; 0.012]
Ouverture	-0.258 (0.111)	-0.002 (0.005)	-0.0001 (0.004)	0.528 (0.182)	0.149 (0.137)	0.198 (0.197)
				[0.172 ; 0.884]	[-0.12 ; 0.585]	[-0.268 ; 0.584]
						[-0.437 ; 0.632]
Inflation	0.004 (0.003)	0.008* (0.004)	0.010* (0.003)	0.006 (0.003)	0.003 (0.003)	0.005 (0.002)
				[-0.0003 ; 0.012]	[-0.006 ; 0.008]	[-0.001 ; 0.009]
						[-0.007 ; 0.006]
Stabilité	0.14* (0.043)	0.14* (0.037)	0.093* (0.037)	0.020 (0.025)	0.283 (0.023)	0.249 (0.053)
				[-0.031 ; 0.07]	[0.238 ; 0.341]	[0.146 ; 0.371]
						[-0.016 ; 0.04]
Taux d'investissement privé (FBCP)	0.293* (0.056)	0.265* (0.065)	0.184* (0.066)	0.0006 (0.078)	0.328 (0.026)	0.270 (0.066)
				[-0.151 ; 0.153]	[0.277 ; 0.443]	[0.134 ; 0.427]
						[-0.156 ; 0.127]
Aide x Aide	-	-0.002*	-0.0007	-	-	-

		(0.0007)	(0.0007)				
Aide x Efficience	-	-	0.289* (0.111)	-	-	-	-
Observation		34		18	16	19	15
R2	0.883	0.91	0.93	0.961	0.995	0.976	0.877
p-value	-	-	-	0.000		0.04	
Joint R-Squared	-	-	-	0.987		0.978	
Notes : Toutes les régressions incluent des constantes. Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types. Les valeurs entre crochets représentent les intervalles de confiance à 95%. * significativité à 5%, **significativité à 10%							

